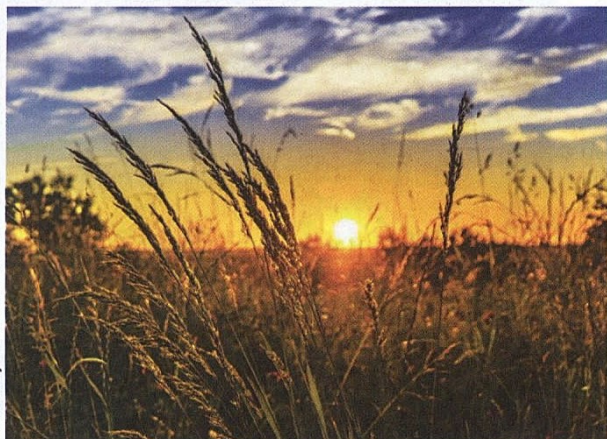


Agriculture marocaine

Enjeux et leviers pour une nouvelle stratégie sectorielle

Placé au centre des choix de développement de l'économie marocaine, le secteur agricole s'est démarqué par ses performances propres et ses interactions avec les autres secteurs économiques. Signé en 2008 pour consolider la vocation stratégique de ce secteur, le Plan Maroc Vert (PMV) a insufflé une nouvelle dynamique. Toutefois, la question de la consolidation des acquis jusque-là enregistrés par le secteur et celle du relèvement de ses défis structurels, endogènes et exogènes, ainsi que ses enjeux sur le plan économique, social et territorial demeurent posées. La Direction des Études et des Prévisions Financières (DEPF) a publié en juillet dernier une étude approfondie sur le secteur, dont nous vous proposons de découvrir une synthèse.

Zakia KASSIMI



© Pixabay-FelixMittermeier

Selon la DEPF, l'investissement public global au niveau du secteur agricole a triplé entre 2008 et 2017, passant de 3,5 à 9,5 milliards de dirhams, soit un taux d'accroissement annuel moyen de près de 11,7%. Sur la même période, le cumul des investissements publics, hors subventions aux investissements privés, a atteint un volume global de près de 43 milliards de dirhams, soit 4 milliards de dirhams en moyenne par an sur une décennie. Pour sa part, l'investissement privé s'est élevé à près de 56 milliards DH, soit près de 6 milliards DH/an en moyenne sur la période. Dans le cadre du PMV, des taux de croissance annuels moyens records (TCAM) ont été enregistrés, notamment pour l'olivier (7,8%), les

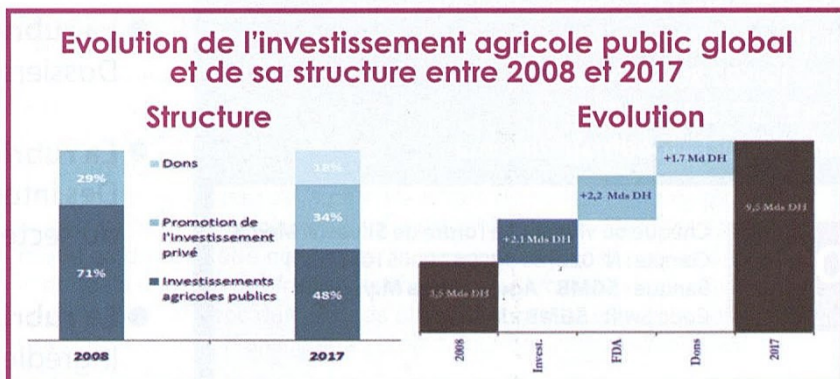
agrumes (6,3%) et les viandes rouges (4,8%), sur la période 2008-2018. Le poids des filières moins dépendantes des aléas climatiques a ainsi été renforcé, tout comme les exportations agroalimentaires, notamment, pour les fruits frais ou secs, congelés ou en saumure. Ainsi, le secteur s'est

inscrit, durant la même période, dans un nouveau sentier de croissance, avec une évolution supérieure à celle enregistrée par le PIB global et la VA (Valeur Ajoutée) non agricole (6,9% contre une croissance de 3,8% pour l'ensemble de l'économie).

Croissance, emploi et productivité du secteur agricole

La reconfiguration du soutien public pour le secteur agricole a contribué au renforcement du poids des productions agricoles à forte VA entre 2008 et 2018, à savoir l'arboriculture (27,7%), l'élevage (30,6%) et le maraîchage (16,1%) et ce, au détriment de la filière céréalière qui a vu sa part baisser de 21,4% en 2009 à 13,5% en 2018, pour se situer autour de 15,6% en moyenne sur la décennie concernée. Des efforts ont été déployés pour contenir l'influence négative de cette filière, occupant près de 60% de la superficie agricole utile globale, sur la croissance agricole.

Le secteur agricole demeure le premier pourvoyeur d'emplois au Maroc, avec près de 38% de l'emploi total et 73,7% en milieu rural. L'emploi



Source : Calcul de la DEPF sur la base des données du Département de l'Agriculture



© Pixabay-Bru-nO

agricole en absolu a enregistré une quasi stabilité, évoluant à un TCAM de -0,38% sur la période 2000-2016. Cependant, d'autres pays comme l'Egypte, la Turquie et le Mexique ont dans le même temps enregistré une amélioration de leur emploi dans le secteur avec des TCAM de près de 1,51%, 1,25% et 0,18% respectivement.

Défis et enjeux de l'agriculture marocaine

D'un côté, la gestion durable des ressources en eau d'irrigation s'avère une option incontournable pour accompagner les efforts d'adaptation au changement climatique. Toutefois, ceci sera tributaire de la mise en place des infrastructures adaptées, de la promotion de la vulgarisation agricole, et de l'accès à l'information climatique et aux financements. D'un autre côté, depuis sa mise en œuvre, le PMV a impulsé une dynamique à l'offre de production agricole. « *La mobilisation pleine et entière de cet essor est largement tributaire du degré d'intégration du secteur agricole avec les maillons à la fois en amont et en aval de la chaîne de valeur agroalimentaire, notamment, la transformation agro-industrielle* », rappelle la DEPF. Le secteur affiche un effet aval sur l'économie nationale sensiblement supérieur à la moyenne des autres branches. Mais cette articulation amont/aval gagnerait à être améliorée. Pour la DEPF, le niveau d'intégration de la branche agricole avec son aval agro-in-

dustriel révèle en effet l'existence de marges de manœuvre importantes en termes d'industrialisation de l'agriculture marocaine. « *Force est de souligner que le potentiel du secteur agro-industriel demeure insuffisamment exploité au Maroc au regard de l'essor de l'offre agricole. En effet, le rapport*

entre la valeur ajoutée du secteur agro-industriel et celui agricole n'a été que de près de 0,3 en moyenne sur la période 2008-2014 contre environ 1,5 et 1,2 respectivement pour la France et l'Espagne. »

Quant aux exportations agro-alimentaires, elles ont enregistré une croissance soutenue durant la période 2008-2018, avec un TCAM de 9,5% pour les produits bruts et 8,2%, pour les produits transformés. Pourtant, sur 5 produits agroalimentaires phares à l'export, le Maroc est classé loin derrière les leaders des marchés : 13% de parts de marché (moyenne 2007-2015) pour les conserves d'olive (contre 37% pour l'Espagne, leader mondial), 3% pour les agrumes (34% pour l'Afrique du Sud), 1% pour les tomates (31% pour l'Afrique du Sud), 0,7% pour les conserves de fruits et confitures (11% pour la Chine), et 0,3% pour l'huile d'olive (30% pour l'Espagne). En termes d'enjeux du secteur, le renforcement de l'inclusivité de la politique agricole demeure un défi majeur du PMV. Selon la DEPF, il s'agit d'interpeller la cohérence des politiques économiques et sociales mises en place en faveur du monde rural et de relever leur efficacité en termes de création de revenus et d'emplois. De plus, les opportunités offertes par les technologies numériques permettraient au secteur agricole de passer d'un modèle de production intensive à une agriculture de précision, via une multitude d'outils (drone fermier, tracteur connecté, étable connectée, etc.).

Quels leviers stratégiques pour une agriculture performante, durable et inclusive ?

Dans le but d'alimenter la réflexion sur la conception d'une nouvelle stratégie agricole davantage adaptée aux nouvelles contraintes et aux enjeux émergents, la DEPF a identifié des leviers stratégiques, structurés autour de 3 axes interdépendants :

- Mobiliser à brève échéance le manque à gagner dû à la faible intégration de la filière agro-industrielle et à une diversification limitée des marchés à l'export, en mettant en œuvre des dispositions du contrat-programme du secteur agroalimentaire et l'opérationnalisation des agropoles. En outre, une attention particulière devrait être accordée à l'édification d'un réseau de plateformes d'exportations intégrées ainsi qu'à l'activation de l'agrégation autour des grands opérateurs agro-industriels ;
- Renforcer les capacités de résilience et d'adaptation de l'agriculture marocaine aux effets du changement climatique via les politiques de l'eau, de l'irrigation et de la consommation énergétique agricole. De plus, il est nécessaire de réduire la vulnérabilité des performances agricoles à travers l'accélération de la réforme de la filière céréalière ;
- Relayer la nouvelle stratégie agricole par des politiques publiques appropriées en optimisant le soutien public accordé au secteur agricole. Non moins importante, l'optimisation de la fiscalité agricole pourrait constituer un levier pertinent pour renforcer les marges de manœuvre budgétaires des pouvoirs publics et soutenir l'effort public en faveur des investissements dans le secteur agricole. ■



© Pixabay-Catkin